

avant- propos

Thibaut Besozzi

Docteur en sociologie, Université de Bourgogne-Franche-Comté, LIR3S

et **Hervé Marchal**

Professeur de sociologie, Université de Bourgogne-Franche-Comté, LIR3S

Constatant l'extraordinaire progression de l'espérance de vie et le vieillissement démographique de la population durant la seconde moitié du XX^e siècle, le champ de la recherche universitaire sur les personnes âgées et le vieillissement n'a jamais omis, d'une façon ou d'une autre, de s'intéresser aux formes de vulnérabilité occasionnées par l'avancée en âge (*Gérontologie et société*, n° 149, 2016 ; *Retraite et société*, n° 81, 2019). Parallèlement aux aspects proprement biologiques, sanitaires et épidémiologiques qui occupent une part importante de la recherche sur le vieillissement – réduit alors à sa dimension physiologique et médicale –, il apparaît que les sciences humaines et sociales (SHS) ne sont pas en reste à propos de la problématique de la vulnérabilité des personnes âgées, problématique fréquemment abordée d'un point de vue bio-psycho-social mais également juridique, comme pour la maladie d'Alzheimer (*Gérontologie et société*, n° 154, 2017). Au-delà de ce cas particulier, force est de constater que dans le sillage des recherches pionnières de Guillemard (1973), nombre de travaux cherchent à mesurer et à distinguer les effets (négatifs) du vieillissement, par exemple lors du passage à la retraite (Legrand, 2001), ainsi que les formes de déprise qui affectent les personnes au fur et à mesure du processus de vieillissement (Caradec, 2012 ; *Gérontologie et société*, n° 155, 2018) et ce, de manière différenciée en fonction de leur parcours de vie (Thelin, Van Regenmortel, 2019). Quant à d'autres

approches, elles interrogent également sous l'angle des vulnérabilités les conditions de la fin de vie en institution (Castru, 2003 ; Mallon, 2004 ; Haeringer, 2017).

Sans chercher à être exhaustifs, on peut aujourd'hui classiquement distinguer plusieurs formes d'inégalité et plus encore de vulnérabilité dues au vieillissement : biologique (l'état de santé et le délitement du corps), économique (le niveau de revenu et les répartitions des postes budgétaires, notamment avec le passage à la retraite), sociale (l'interconnaissance, les liens et l'isolement relationnel), psychologique (l'abandon de soi, les sentiments de solitude et d'insécurité), temporelle (la reconfiguration du quotidien, le désœuvrement et l'ennui) ou encore spatiale (la réduction des espaces d'activité et de sens).

Les approches mentionnées précédemment, heuristiques et incontournables, adoptent assez souvent, semble-t-il, une perspective relativement large qui conduit à évaluer sous de multiples dimensions des formes de vulnérabilité plus ou moins fortes pour des personnes âgées ne vivant pas dans un grand dénuement et ne connaissant donc pas des conditions de vie indigentes. Or, ce numéro de *Retraite et société* porte sur ces aînés démunis, pauvres et miséreux, dans la mesure où, à partir d'approches micro ou ethnographiques, il est question de se centrer sur des situations de (très) grande précarité pour les étudier au regard des effets multiples du vieillissement. En effet, le processus de vieillissement impose, en l'occurrence, un ensemble de contraintes spécifiques et encore trop peu observées en tant que telles, obligeant les individus démunis à mettre en place, très souvent par défaut, comme on s'en doute, de nouvelles formes d'adaptation et de résistance à la précarité. Plus précisément, ce numéro se concentre prioritairement sur les sans-domicile et l'expérience du sans-abrisme, attendu que l'absence de domicile correspond à l'une des formes les plus extrêmes de la précarité dans un monde contemporain de plus en plus urbanisé – comme vient d'ailleurs de le révéler de façon saillante et crue la crise sanitaire inédite liée au Covid-19 (Damon, 2020).

Sur le plan institutionnel, l'observation fine des populations vieillissantes en grande précarité invite à (re)penser les modalités d'intervention, c'est-à-dire les modes d'accompagnement, d'hébergement et de soins qui leur sont spécifiquement destinés. Mais c'est aussi et surtout sur le plan spatial que ce numéro voudrait attirer l'attention, en conférant une place importante à la dimension spatiale/matérielle de ces vies « vieillissantes » et très précarisées. Soulignons à cet égard que des travaux de recherche interrogent bien les rapports spatiaux des personnes âgées (non démunies) à travers l'analyse des effets du vieillissement sur la mobilité, l'appropriation des espaces publics ou encore les usages du domicile (Clément, Mantovani, Membrado, 1995 ; 1996 ; Besozzi, Marchal, 2013 ; Membrado, Rouyer, 2013 ; Marchal, 2017). La question de l'habitat et des manières d'habiter y est souvent traitée et nourrit des innovations dans le domaine de la domotique, notamment dans son application au logement des personnes vieillissantes. Pour notre part, sans nous décentrer pour autant de la question de l'habiter relative au logement – ou plutôt à l'hébergement social dans le cadre de ce numéro –, il convient d'élargir le fait « d'habiter » à la ville tout entière pour mieux rendre compte des ancrages spatiaux spécifiques des individus vieillissants en situation de rue. Quels sont les effets conjugués du vieillissement et de la précarité sur le rapport à l'espace, celui de l'habitat précaire plus particulièrement, et celui de la ville plus globalement ?

Par ailleurs, depuis plus de 30 ans, la recherche sur le sans-abrisme s'est considérablement développée (Choppin, Gardella, 2013). Les travaux en sciences sociales concernant la « question SDF » (Damon, 2012) s'articulent autour de plusieurs dimensions que sont notamment la traduction de ce problème social en problème scientifique, l'analyse des dispositifs d'assistance relatifs aux personnes en rupture de logement, l'appréhension de ladite question en termes de problème public ou encore l'étude de la vie quotidienne entre rue et assistance. Or, deux constats peuvent être posés d'emblée au regard de la foisonnante littérature scientifique existant sur le sujet. D'une part, la problématique du vieillissement et des personnes âgées de la rue n'apparaît pas comme centrale, peu s'en faut : ce sont plutôt les « jeunes en errance » (ou en « itinérance » selon le vocable canadien) qui focalisent l'attention des chercheurs (Chobeaux, 1996 ; Parazelli, 2002 ; Dequiré, Jovelin, 2009 ; Colombo, 2015). D'autre part, alors que ces phénomènes de marginalité et de mal-logement apparaissent comme typiquement urbains, ils sont rarement abordés au prisme de la spatialité et des rapports à l'espace, hormis quelques exceptions (Zeneidi-Henry, 2002 ; Parazelli, 2002 ; Amster, 2008). Cela est encore plus saillant si l'on considère les travaux s'intéressant à la vulnérabilité des personnes âgées, souvent appréhendées d'un point de vue bio-psycho-social, omettant ainsi régulièrement de privilégier les vulnérabilités d'ordre spatial. Aussi ce numéro souhaite-t-il apporter des éléments d'analyse en mettant en lien les problématiques du vieillissement, de la marginalité urbaine – ici circonscrite au sans-abrisme – et du mal-logement abordé en l'espèce du point de vue spatial, entendons de l'expérience de la rue et de l'hébergement social.

Pour autant, ces deux constats ne doivent pas faire oublier que des études traitent bel et bien de la question du vieillissement à la rue et ce, sous plusieurs angles. Qu'il s'agisse de mettre en évidence l'absence de dispositifs spécialement dédiés aux « retraités de la rue » subissant un vieillissement prématuré (Rouay-Lambert, 2006), les effets identitaires du vieillissement en situation de rue (Coulomb, 2015 ; Saporiti, 2020) ou les aspects médicaux et épidémiologiques inhérents à de telles conditions de vie (Declerck, 2001 ; Coulomb, 2018), chacune de ces études offre des supports théoriques et empiriques qui sont, à n'en pas douter, à l'origine de notre envie d'aller plus loin dans ces réflexions. Sans oublier l'important travail statistique mené par l'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale (Onpes) qui, dans son rapport de 2015, s'est spécifiquement centré sur « les personnes de 50 ans ou plus utilisant des services d'hébergement et de distribution de repas pour sans-domicile » (Loison-Leruste, Arnaud, Rollin, 2015).

Au-delà de ces éléments analytiques incontournables, il nous a donc paru important d'explorer les singularités du vieillissement en situation de rue ou d'hébergement social en étant particulièrement attentifs aux dimensions spatiales de cette réalité : appropriation et détournement de l'espace public ou institutionnel, mobilité réduite et contrariée, établissement de routines spatio-temporelles spécifiques, errance spatiale faite d'ancrages par défaut, modes d'habiter singuliers... À ce sujet, il semble nécessaire de questionner à nouveaux frais les modalités d'intervention institutionnelle en jeu ici – celles-ci étant destinées et conçues prioritairement pour des populations plus jeunes –, ainsi que l'expérience quotidienne du vieillissement en situation de rue. C'est dans ce sens que plusieurs questions président à l'esprit même de ce numéro de *Retraite et société* : comment vivent les sans-domicile vieillissants au quotidien ? Comment le vieillissement influence-t-il, voire détermine-t-il, les possibilités d'action au jour le jour ? Qu'est-ce que cela peut vouloir dire « se réinsérer » pour des sans-abri de 60 ou 70 ans en proie à une logique

d'abandon de soi ? Quelles institutions médico-sociales accueillent les personnes vieillissantes ayant un parcours de rue et comment les prennent-elles en charge ? Et puis, de fait, la question de la projection identitaire se pose différemment à 70 ans qu'à 20 ans... Ainsi, la logique de projet de vie peut-elle s'appliquer dans les mêmes termes ? Qu'il nous soit permis d'en douter...

On le voit, établir des liens analytiques entre vieillissement et marginalité urbaine et spatiale conduit à de nouveaux questionnements. *In fine*, l'objectif est bien d'entrer par le spatial et par le vécu des personnes vieillissantes pour rendre visibles et compréhensibles des situations de forte marginalité, d'où l'approche ethnographique privilégiée dans plusieurs articles. Mais la focale analytique spatiale privilégiée ici peut bien évidemment ouvrir le cas échéant sur une perspective plus « sociale » (par exemple, *Retraite et société*, n° 81, 2019) renvoyant à l'analyse des parcours de vie, des politiques publiques, des manières de vivre, de se déplacer, de communiquer...

Dans la partie scientifique du numéro, **Rémi Gilbert et Laetitia Overney** analysent de près les manières d'habiter de pauvres âgés au sein d'une « résidence autonomie ». Ils apportent un regard ethnographique permettant d'éclairer les conditions du mal-logement d'une frange de population qui échappe de justesse au sans-abrisme. Trop pauvres pour habiter en logement ordinaire et suffisamment autonomes pour ne pas bénéficier des résidences médicalisées, les résidents du foyer-logement étudié sont confrontés à un ensemble de tensions qui déterminent leurs manières d'être et d'habiter. Ceux-ci ont des difficultés à recréer les conditions intimes du chez-soi dans un espace séquencé entre parties privatives et parties communes, entre dedans et dehors, et à travers une prise en charge professionnelle relevant à la fois du care et du contrôle éducatif (notamment pour ce qui est du budget et de la gestion du domicile). Overney et Gilbert montrent finalement que les avantages offerts par le foyer-logement (en termes de protection, d'accompagnement, de sociabilité et de solidarité) se paient du prix d'une réduction de l'intimité et du chez-soi. Si bien que la prise en charge des résidents s'inscrit dans la continuité du traitement des pauvres, entre assistance et contrôle social, tout en accentuant les effets de cette tension du fait du vieillissement des personnes âgées.

Dans la même veine, **Gabriel Uribelarrea** pose la question de l'accompagnement à la fin de vie à partir d'une enquête ethnographique dans une institution d'hébergement médicalisé pour sans-abri, les Lits halte soins santé (LHSS). Il analyse ainsi les épreuves rencontrées par les professionnels, les réponses qu'ils apportent et les solutions qu'ils expérimentent face aux situations de fin de vie. En parallèle, l'auteur essaie de penser en quoi ces réponses s'inscrivent dans un ordre écologique qui offre des « prises » à l'accompagnement et qui contribue à (re)définir les pratiques d'habiter des personnes accueillies. Selon les situations, l'institution apparaît comme un lieu de vie où mourir, avec ses inscriptions spatiales et sociales. Dans d'autres cas, la mort surprend les personnes engagées dans des circulations entre la rue et l'assistance.

À travers l'étude de plusieurs cas particuliers de sans-abri vieillissants et/ou présentant des pathologies, **Laureline Coulomb** signale l'absence, à l'heure actuelle, de dispositifs spécialisés dans la prise en charge adaptée et durable des sans-abri âgés atteints de pathologies. Cet écueil provoque finalement une errance institutionnelle et une errance spatiale préjudiciables pour les sans-abri vieillissants dans la mesure où ils sont

régulièrement déplacés et perdent ainsi les repères spatiaux qu'ils s'étaient précairement constitués.

En effet, d'une manière ou d'une autre, Gérard, Medhi, Marcel, Paulette et Bartek ne peuvent accéder à un hébergement adapté à la fin de vie des sans-domicile vieillissants, si tant est que de tels dispositifs existent formellement. Leur âge (« trop jeune » pour être accepté ou obtenir une aide financière à l'hébergement en maison de retraite), leur situation administrative (absence de documents, ressortissants étrangers), leur situation de santé (polypathologique), la faiblesse de leurs ressources et l'absence de soutien familial ou amical sont un ensemble de facteurs qui excluent leur prise en charge (durable) dans les dispositifs et services existants : Centre d'hébergement d'urgence (CHU), Lits halte soins santé (LHSS), Lits d'accueil médicalisés (LAM), hôpitaux ou encore Établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (Ehpad). Les personnes sont ainsi amenées à retourner à la rue ou à circuler d'un dispositif à l'autre (errance institutionnelle) en l'absence de solutions plus durables. De manière transversale, l'article indique finalement que les structures spécialisées existantes ne répondent pas aux besoins des sans-domicile vieillissants qui ne peuvent, par ailleurs, accéder aux établissements non spécialisés à destination des personnes vieillissantes. L'errance institutionnelle et spatiale occasionnée ne favorise évidemment pas une fin de vie dans la dignité.

La question des repères spatio-temporels dans l'espace public et des formes de territorialisation est également traitée par **Thibaut Besozzi**. En partant d'une enquête en immersion ethnographique dans le « monde de la rue », au cœur d'une agglomération française recensant près de 300 000 habitants, l'auteur entend rendre compte de la situation quotidienne de sans-abri âgés de plus de cinquante ans qui correspondent, sous plusieurs aspects, à la figure du clochard. En décrivant leurs pratiques spatiales et temporelles, ritualisées et ancrées dans la localité du centre-ville, ainsi que leur socialisation dans le monde de la rue, le propos interroge leurs rapports différenciés aux services sociaux et à la réinsertion. Entre routinisation du quotidien dans la survie, refus ou dépendance envers l'assistance, il s'agit ici de comprendre comment des personnes vieillissantes, extrêmement précarisées, continuent d'exister positivement, tant sur le plan matériel qu'identitaire, même quand elles expriment le fait que « l'avenir est derrière elles ».

Dans le même sens, en cherchant à comprendre l'expérience objective et subjective de la vieillesse des femmes à la rue, **Marine Maurin** interroge les épreuves identitaires et relationnelles qu'impliquent les mondes ordinaires de la rue et de l'assistance, au prisme du vieillissement. Pour ce faire, elle s'appuie sur l'étude du cas singulier d'une femme de 65 ans aux prises avec la précarité économique et la vulnérabilité résidentielle et identitaire qui en découle. Ici, le passage à la retraite, malgré les années de travail antérieures, ne suffit pas à sortir de l'assistance et engendre des sentiments d'injustice et d'indignation fragilisant le rapport à soi et donc à l'autre. Plus encore, la retraite favorise pour elle l'ancrage dans l'assistance et une continuité biographique dont elle se passerait bien... Dans un second temps, l'autrice montre comment les femmes âgées sont déssexualisées à travers les rapports sociaux qui se jouent au sein des services d'assistance, alors même qu'elles revendiquent des désirs sexuels. Réduites à la figure de la « mamie », les femmes vieillissantes subissent un déni de leur sexualité qui n'a d'égal que l'hypersexualisation des jeunes femmes présentes dans ces mêmes services. Finalement, l'histoire biographique de Germaine permet de mettre en lumière la façon dont les adaptations au

monde de l'assistance constituent des épreuves identitaires et relationnelles complexes qui articulent les rapports sociaux d'âge, de sexe et de sexualité.

En s'inspirant des résultats de recherches ethnographiques menées à Montréal sur le sans-abrisme (le terme « itinérance » est utilisé au Québec), l'article d'**Amanda Grenier et Tamara Sussman** interroge l'exclusion sociale relative au vieillissement en situation de rue. Après avoir constaté la prégnance de la problématique de l'absence de chez-soi en fin de vie, paradoxalement peu considérée par les politiques de lutte contre le sans-abrisme, l'auteur s'appuie sur des extraits d'entretiens illustrant le processus d'exclusion sociale auquel sont exposées les personnes âgées ayant vécu (ou vivant) le sans-abrisme. Elle présente ensuite les cadres conceptuels existant sur l'exclusion sociale en gérontologie sociale afin d'en cerner la pertinence pour comprendre le sans-abrisme et la fin de vie. Elle montre finalement que l'absence de chez-soi en fin de vie représente une forme extrême d'exclusion sociale conduisant à la nécessité de reconnaître les inégalités relatives à l'âge et d'y répondre tout au long de la vie.

Deux rubriques informatives complètent ce dossier. Un entretien avec **Jean-Claude Driant**, professeur à l'école d'urbanisme de Paris, dans lequel il évoque sa participation au rapport de l'Onpes consacré au mal-logement. Il explique pourquoi définir cette notion est une démarche délicate. Concept relatif et normatif, le mal-logement a surtout pour but de construire un objectif pour les politiques publiques. En outre, sa définition est en constante évolution et doit s'adapter à la société. S'agissant des personnes âgées, force est de constater qu'on a du mal à quantifier celles qui sont mal logées, et seules des observations générales se font jour. En effet, le mal-logement touchant surtout les populations jeunes et notamment les familles monoparentales, ce sont elles qui sont le plus étudiées. Pourtant, il existe « une inégalité forte pour affronter la vieillesse entre les personnes âgées qui sont restées locataires ». Quant à celles qui sont propriétaires, c'est-à-dire la majorité, leur habitation n'est pas forcément adaptée ou se dégrade par manque de moyens pour l'entretenir. D'autres inégalités se dessinent, en particulier celles liées à la valeur d'un patrimoine censé financer la dépendance. Bref, la propriété ne signifie pas forcément « bien-être » et il apparaît indispensable de prendre en compte de nouveaux critères pour étudier le mal-logement.

Un « Faits et chiffres » de **Virginie Dejoux et Maryse Gaimard** apporte un cadrage statistique de la situation du mal-logement des personnes âgées en France. Si le propos ne se focalise pas sur les personnes pauvres et vieillissantes mais concerne toutes les personnes âgées, il offre néanmoins un aperçu des conditions de logement de cette catégorie de population, tout en proposant un regard sur les « situations marginales » de logement (notamment des sans-domicile âgés). Le seuil de 65 ans est repris à l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) pour définir la catégorie de « personne âgée ». Cela permet ainsi de dénombrer les logements occupés par une personne âgée, le taux de propriétaires en fonction des âges, l'espace moyen, l'ancienneté et le confort des logements, ainsi que les difficultés d'accessibilité rencontrées. En se focalisant sur les sans-domicile, les auteures rappellent que les personnes âgées de plus de 65 ans sont très majoritairement des hommes (83 %) et qu'un tiers des sans-domicile âgés n'a jamais eu de logement personnel. L'article se conclut sur une mise en perspective à l'international attestant du fait que le mal-logement des personnes âgées est largement moindre en France que dans nombre de pays européens. D'un point de

vue général, il s'avère qu'on peut difficilement parler de mal-logement des personnes âgées (qui reste très minoritaire) mais qu'il convient plutôt de penser l'inadaptation des logements à la vieillesse.

Bibliographie

- Amster R., 2008**, *Lost in space*, New York, LFB Scholarly Publishing LLC.
- Besozzi T., Marchal H., 2013**, « Avoir une place dans la "proximité urbaine". Ethnographie d'un centre commercial », *Géo-Regards*, 5, p. 97-108.
- Campéon A. (coord.), 2016**, « Vieillesse isolées, vieillesse esseulées ? Regards sur l'isolement et la solitude des personnes âgées », *Gérontologie et société*, 38 (149), 180 p.
- Caradec V., 2012**, *Sociologie de la vieillesse et du vieillissement*, Paris, Armand Colin, 127 p.
- Castra M., 2003**, *Bien mourir. Sociologie des soins palliatifs*, Paris, PUF.
- Chobeaux F., 1996**, *Les nomades du vide*, Paris, La Découverte.
- Choppin K., Gardella É. (dir.), 2013**, *Les sciences sociales et le sans-abrisme. Recension bibliographique de langue française*, Publications de l'Université de Saint-Étienne.
- Clément S., Mantovani J., Membrado M., 1995**, *Vieillissement et espaces urbains, modes de spatialisation et formes de déprise*, recherche financée par le PIRVilles-CNRS, Toulouse.
- Clément S., Mantovani J., Membrado M., 1996**, « Vivre la ville à la vieillesse : se ménager et se risquer », *Les Annales de la recherche urbaine*, 73, p. 90-98.
- Colombo A., 2015**, *S'en sortir quand on vit dans la rue. Trajectoire de jeunes en quête de reconnaissance*, Presses de l'université du Québec.
- Coulomb L., 2015**, « Les migrants européens vieillissants dans les rues de Strasbourg », *Hommes & migrations*, 1309, p. 69-77.
- Coulomb L., 2018**, *Le soin des personnes sans domicile. Entre malentendus et négociations*, Presses universitaires de Rennes.
- Damon J., 2012**, *La question SDF. Critique d'une action publique*, Paris, PUF (1^{re} éd. 2002).
- Damon J., 2020**, *Sans-abri et épidémie, que faire ?*, Paris, Fondation Jean Jaurès, 12 p.
- Declerck P., 2001**, *Les naufragés. Avec les clochards de Paris*, Paris, Plon.
- Dequiré A.-F., Jovelin E. (dir.), 2009**, *La jeunesse en errance face aux dispositifs d'accompagnement*, Rennes, Presses de L'EHESP.

Guillemard A.-M., 1973, *La retraite, une mort sociale. Sociologie des conduites en situation de retraite*, Paris/La Haye, Éditions Mouton.

Gzil F. (coord.), 2017, *Maladie d'Alzheimer et droits de l'Homme, Gérontologie et société*, 39 (154), 180 p.

Haeringer A.-S., 2017, « Considérer la personne en fin de vie », *Anthropologie & Santé* [En ligne], 15.

Legrand M. (dir.), 2001, *La retraite : une révolution silencieuse*, Toulouse, Érès.

Loison-Leruste M., Arnaud M., Roullin B., 2015, *Les personnes de 50 ans ou plus utilisant des services d'hébergement et de distribution de repas pour sans-domicile*, Étude pour l'Onpes, 223 p.

Mallon I., 2004, *Vivre en maison de retraite. Le dernier chez-soi*, Presses universitaires de Rennes.

Marchal H., 2017, « Le village dans la ville : l'expérience d'un quartier qui fait territoire et lieu », *Retraite et société*, 76, p. 69-88.

Meidani A., Cavalli S. (coord.), 2018, *Vivre le vieillir : autour du concept de déprise, Gérontologie et société*, 40 (155), 192 p.

Membrado M., Rouyer A. (dir.), 2013, *Habiter et vieillir. Vers de nouvelles demeures*, Paris, Érès.

Parazzelli M., 2002, *La Rue attractive. Parcours et pratiques identitaires des jeunes de la rue*, Presses de l'université du Québec.

Walsh K., Scharf T. (coord.), 2019, « Exclusion sociale des personnes âgées : dynamiques du parcours de vie et désavantages multidimensionnels » (vol. I), *Retraite et société*, 81, 180 p.

Rouay-Lambert S., 2006, « La retraite des anciens SDF », *Les Annales de la recherche urbaine*, 100, p. 136-143.

Saporiti L., 2020, *Séniors de la rue : ethnographie du monde de la grande exclusion*, Paris, L'Harmattan, 288 p.

Thelin A., Van Regenmortel S., 2019, « Parcours de vie des personnes âgées à faibles revenus. Étude secondaire de données qualitatives issues d'entretiens en Suède et en Belgique », *Retraite et société*, 81, p. 65-90.

Zeneidi-Henry D., 2002, *Les SDF et la ville : géographie du savoir-survivre*, Paris, Bréal.